



**Délibération n° 2009/1034**

**Séance du 9 décembre 2009**

**PROGRAMME DE REMPLACEMENT  
D'ESCALIERS MECANQUES DANS LES GARES SNCF  
2<sup>ème</sup> TRANCHE : REMPLACEMENT DE 17 UNITES DANS 9 GARES**

Le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France,

- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 07 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 59-157 du 07 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports en Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Ile-de-France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** les articles R 2334-10 à 2334-12 et R 4414-1 à R 4414-2 du code général des collectivités territoriales relatifs au produit des amendes ;
- VU** le rapport n° 2009/1034 ;
- VU** les avis de la commission de la qualité de service du 1<sup>er</sup> décembre 2009 et de la commission des investissements et du suivi du contrat de projets du 7 décembre 2009 ;

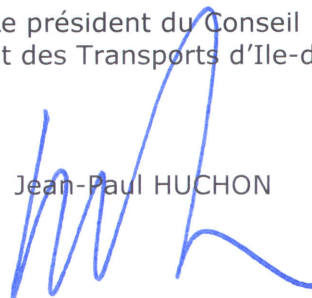
Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

- ARTICLE 1** : est approuvé la seconde phase du programme pluriannuel de remplacement de 17 escaliers mécaniques dans 9 gares SNCF d'un montant total de 5 832 000 euros HT ;
- ARTICLE 2** : est attribuée une subvention maximale de 5 832 000 euros HT au bénéfice de la SNCF pour le remplacement de ces 17 escaliers mécaniques dans les 9 gares de ce programme ;
- ARTICLE 3** : la convention de participation financière du STIF telle qu'annexée à la présente délibération est approuvée. La directrice générale est autorisée à signer cette convention avec la SNCF.
- ARTICLE 4** : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le président du Conseil  
du Syndicat des Transports d'Ile-de-France

Jean-Paul HUCHON





[LOGO DU MAÎTRE D'OUVRAGE]

# PROJET

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE DU STIF

-----

PQI 2008-2011

Programme de Remplacement des Escaliers Mécaniques  
2<sup>ème</sup> tranche de 17 unités sur 9 gares

-----

Opération référencée : [code opération PA]  
sur AP [année]

**ENTRE :**

Le Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF) dont le siège est situé à Paris 9<sup>e</sup>, 41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00012, représenté par Madame Sophie MOUGARD, en sa qualité de Directrice Générale, agissant en vertu de la délibération [n°XXXX-XXX du ...] dénommé ci après « le STIF ».

d'une part,

**ET :**

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF), Etablissement Public Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du Commerce de Paris sous le n° B 552.049.447, dont le siège social est 34, rue du commandant Mouchotte, 75699 PARIS Cedex, représenté par Monsieur Guillaume PEPY, en sa qualité de Président de la SNCF, dûment habilité aux présentes par délégation du Conseil d'Administration, dénommée ci-après « le Bénéficiaire » ou le « Maître d'ouvrage ».

d'autre part,

**IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

En vertu des dispositions de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France, le STIF est l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France. Dans le cadre du Programme Quadriennal d'Investissements du contrat STIF-SNCF pour la période 2008-2011, est inscrit un programme de remplacement des escaliers mécaniques les plus vétustes et occasionnant un nombre important de pannes, pour un montant prévisionnel de 12 M€. Une première tranche d'investissements concernant 17 appareils a fait l'objet d'une première subvention de 6,168 M€ approuvée par le Conseil du 10 décembre 2008.

De son côté, et dans le souci de faire face à l'ancienneté des équipements et résorber les taux de panne les plus élevés, le Bénéficiaire a décidé de procéder au remplacement de 17 nouveaux escaliers mécaniques dans 9 gares, nécessitant une seconde tranche d'investissements.

Il a sollicité pour ce faire le concours du STIF et a déposé un dossier en ce sens.

La Commission Qualité de service, dans sa séance du 3 décembre 2009, puis le Conseil du STIF dans sa séance du 9 décembre ont approuvé le projet présenté.

La présente convention a pour objet de déterminer les obligations réciproques des deux parties concernant la participation du STIF au financement de cette opération.

**EN CONSÉQUENCE IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – DESCRIPTION DU PROJET**

Le projet établi par la SNCF consiste à remplacer 17 nouvelles unités qui ont été identifiées en fonction de leur ancienneté, de leur nombre annuel d'incidents et de leur emplacement par rapport aux cheminements des voyageurs.

9 gares dans lesquelles transitent au total près de 193 000 voyageurs par jour sont concernées par cette seconde tranche : Garges Sarcelles, Porte de Clichy, Bois Colombes, Chaville Rive Droite, Les Grésillons, Magenta et Haussmann St Lazare, Pont Cardinet et Versailles Rive Droite.

Le coût des travaux de cette seconde tranche a été estimé au montant de 5 832 000 € HT.

## **ARTICLE 2 – PARTICIPATION DU STIF AU FINANCEMENT DE L'OPERATION**

La subvention maximale et non révisable à la hausse d'un montant de 5 832 000 € est allouée par le STIF à la SNCF, qui fera son affaire de l'exploitation et de l'entretien de ces escaliers mécaniques.

Une autorisation de programme de 5 832 000 € est ouverte.

Il est expressément convenu que la subvention est allouée en franchise de TVA et que, dans l'hypothèse où l'administration fiscale exigerait que lui soit appliqué le régime de TVA, le Bénéficiaire fera son affaire personnelle du reversement de la TVA à l'administration fiscale, sans pouvoir prétendre à ce titre, à une demande de financement supplémentaire auprès du STIF.

Le Bénéficiaire a programmé dans sa demande de subvention au STIF ses appels de fonds selon le calendrier suivant :

- appel de fonds pour le versement du premier acompte de 15% au démarrage des travaux en 2010, conformément aux délais de validité de la subvention mentionnés à l'article 3,
- [appels de fonds pour le versement d'un second acompte de ... %, en [mois/année] au prorata de l'avancement des travaux (option facultative), conformément avec les principes d'appels de fonds intermédiaires mentionnés dans l'article 5],
- appel de fonds pour le versement du solde en [mois/année] à l'achèvement des travaux, conformément aux délais de validité de la subvention mentionnés à l'article 4

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION RELATIVES A L'ENGAGEMENT DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil du STIF dans sa séance du 29 mars 2006 et modifié le 10 décembre 2008, le Bénéficiaire doit informer le STIF du commencement d'exécution de l'opération.

Si à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, le Bénéficiaire n'a pas transmis aux services du STIF une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé de deux ans par décision de la directrice du STIF, si le Bénéficiaire établit auprès du STIF, avant l'expiration du délai de deux ans, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue impossible est désengagée et annulée.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION RELATIVES AUX DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil du STIF dans sa séance du 29 mars 2006 et modifié le 10 décembre 2008, le

Bénéficiaire dispose, à compter de la date de demande de premier acompte, d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération désignée à l'article 1<sup>er</sup>. Passé ce délai, le Bénéficiaire ne peut plus prétendre recevoir la part de subvention non encore versée.

En outre, le nom du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, financeur de l'opération, ainsi que son logotype, doivent figurer :

- sur le panneau de signalisation du chantier,
- sur tous les supports informatifs destinés au public à l'occasion de la réalisation de cette opération.

## **ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Nonobstant les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, cette subvention fera l'objet de versements échelonnés intervenant, sur demande du Bénéficiaire, dans les conditions suivantes :

- le versement d'un premier acompte de 15% au vu de l'ordre de service (ou bon de commande) de démarrer les travaux ;
- le versement des acomptes suivants sur présentation des attestations d'avancement précisant le pourcentage des travaux effectués, dans la limite de 60 % du montant total de la subvention ;
- le règlement du solde sera subordonné à :
  - la production de l'avis d'achèvement des travaux, sans réserve, daté, établi par le Bénéficiaire de la subvention allouée,
  - la communication des dates de mise en service des escaliers mécaniques dans chacune des 9 gares
  - la production de l'état récapitulatif des dépenses HT, mandatées et payées visé par le comptable public,
  - un contrôle sur site effectué par le STIF ou son représentant, afin de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet initial ;

Les versements sont effectués au profit du Bénéficiaire, par virement auprès de :

- titulaire du compte : [.....]
- Nom banque [banque + localisation/agence]
- code établissement : [.....]
- code guichet : [.....]
- numéro de compte : [.....]
- clé RIB : [.....]

Si le coût définitif du projet pris en considération est inférieur à l'estimation sur la base de laquelle la subvention a été attribuée, le montant de la subvention accordée par le STIF est ajusté à proportion et selon le cas :

- le Bénéficiaire devra reverser au STIF les sommes perçues en trop ;
- le solde à verser au Bénéficiaire sera réduit en conséquence.

## **ARTICLE 6 – INVARIABILITÉ DU PROJET**

Aucune modification non autorisée expressément par le STIF ne pourra être apportée au projet décrit dans le dossier de demande de subvention visé en préambule, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et pendant la durée des travaux.

S'il est constaté à l'issue des travaux, par le STIF ou toute personne dûment habilitée par lui, que la réalisation n'est pas conforme au projet décrit dans le dossier de demande de

subvention, le Bénéficiaire sera mis en demeure de procéder aux adaptations nécessaires. Le versement du solde sera suspendu.

Si au terme du délai fixé par le STIF, les adaptations demandées n'ont pas été réalisées ou ne sont pas satisfaisantes, les dispositions prévues à l'article 11 seront alors mises en œuvre.

Dans le cas contraire, le solde de la subvention sera normalement versé, sous réserve que toutes les pièces nécessaires au paiement aient été également fournies.

#### **ARTICLE 7 – MAITRISE D'OUVRAGE DU "BENEFICIAIRE"**

Le Bénéficiaire informe par courrier le STIF, de la date effective de mise en service de l'équipement.

Le Bénéficiaire assume l'entière responsabilité de cet équipement et de son exploitation, pendant la durée de la convention et notamment en cas de recours formulés par des tiers.

Le STIF ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mis en cause dans les litiges qui résulteraient des travaux, de la présence ou de l'exploitation de cet équipement.

Le Bénéficiaire se charge, seul ou par l'intermédiaire d'un tiers, de la réalisation de l'équipement réalisé et de son exploitation. Lorsque la réalisation de l'équipement ou son exploitation est confiée à un tiers par le Bénéficiaire, ce dernier s'engage à faire respecter les engagements de la présente convention audit tiers. Le Bénéficiaire ne saurait se prévaloir de la défaillance du tiers à qui il aurait confié la réalisation ou l'exploitation de l'équipement pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 – DEMOLITION OU MODIFICATION D'AFFECTION DES EQUIPEMENTS**

En cas de démolition ou de modification d'affectation des équipements financés dans le cadre de la présente convention, le Maître d'ouvrage en informe préalablement le STIF par lettre recommandée avec accusé de réception 6 mois avant la démolition ou la modification.

Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article 11 seront alors mises en œuvre.

#### **ARTICLE 9 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par le STIF au Bénéficiaire.

La présente convention prend fin 20 ans après la date de la mise en service effective de l'équipement dont il a préalablement informé le STIF conformément à l'article 7 ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de la convention sont les suivantes :

- le présent document, daté et signé ;
- le dossier de demande de subvention déposé au STIF en date du ...

## **ARTICLE 11 - RESILIATION**

Dans l'hypothèse visée à l'article 6, la convention est résiliée de plein droit, sans préjudice de tous dommages et intérêts, et les sommes déjà perçues par le Bénéficiaire correspondant à la subvention devront être reversées au STIF.

Dans l'hypothèse visée à l'article 8, la convention est résiliée de plein droit, sans préjudice de tous dommages et intérêts, et la subvention perçue par le Bénéficiaire est alors reversée au STIF au prorata de la durée non exécutée de la présente convention.

Dans ces deux hypothèses, le STIF émet un titre de recettes exécutoire dans un délai de 45 jours, à l'encontre du Bénéficiaire en vue du reversement des sommes susvisées.

## **ARTICLE 12 - FRAIS ET DISPOSTIONS DIVERSES**

Tous les frais auxquels donnera lieu la présente convention (publication, enregistrement, etc...) seront à la charge du Bénéficiaire.

## **ARTICLE 13 - LITIGES**

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déferés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Paris, le  
en deux originaux.

Pour le Syndicat  
des Transports d'Ile-de-France,  
La Directrice Générale,

Pour la SNCF,